



Union  
syndicale  
**Solidaires**

Toulouse, le 11 novembre 2019

## Appel à soutien du journaliste Guillaume Bernard, ce 15 novembre

Le SNJ appelle, ce vendredi 15 novembre 2019, à 8 heures, à soutenir le journaliste Guillaume Bernard, devant le Palais de justice de Toulouse. (*adresse : Tribunal de grande instance, 2 allées Jules-Guesde, station de métro « Carmes », station de tramway « Palais de justice »*).

Travaillant pour plusieurs médias – *Rapports de force, EcomNews, Sans Transition Magazine* – Guillaume Bernard a été arrêté le 12 octobre dernier, lors d'une manifestation toulousaine des Gilets jaunes.

Alors qu'il effectuait son travail, il a été interpellé aux motifs fictifs de « jets de projectile » et « rébellion », et placé en garde à vue aux côtés de 25 manifestants.

Guillaume Bernard est ressorti de garde à vue 27 heures plus tard et il est convoqué en justice ce 15 novembre pour répondre finalement du seul fait de « rébellion », toujours purement imaginaire.

Au commissariat, les policiers ont expliqué à Guillaume Bernard avoir recherché un homme... dont le signalement ne lui correspondait absolument pas. Guillaume Bernard, qui a couvert de nombreuses manifestations à Toulouse, a pourtant été gardé à vue alors qu'il avait communiqué sa fonction de journaliste. Lors de sa sortie de garde à vue, le commissaire lui a d'ailleurs fortement déconseillé de revenir en manifestation, « journaliste ou non ».

En d'autres termes, lorsqu'un journaliste fait son travail – se rendre sur le terrain, interroger, constater, prendre des notes, filmer – les autorités censées protéger nos libertés se permettent d'intimider, avec garde à vue et comparution devant le tribunal correctionnel à la clé.

**Guillaume Bernard rejoint la trop longue liste des journalistes entravés dans l'exercice de leur métier, interpellés, injuriés, blessés, placés en garde à vue ou poursuivis.**

Nous demandons sa relaxe pure et simple.

Une quelconque condamnation signerait l'octroi aux forces de l'ordre d'un permis d'empêcher les journalistes de faire leur métier.